

# « Le gouvernement détruit le ciment du pays »

**Le président du parti socialiste, Elio Di Rupo, condamne le démantèlement de la sécurité sociale mené par le gouvernement. Il craint pour la survie du pays.**

## ● Interview : Caroline FIXELLES & Martial DUMONT

**Elio Di Rupo, vous poussez un coup de gueule contre l'action du gouvernement en matière de sécurité sociale.**

C'est une véritable opération de destruction que mène le gouvernement Michel. Pour ce gouvernement, la sécurité sociale est un poids. C'est inacceptable de détruire en quelques mois des décennies de construction de notre sécu alors qu'en même temps, on réduit l'impôt des entreprises et on épargne les diamantaires.

### Des exemples concrets ?

Le gouvernement a décidé de toucher à la dotation d'équilibre (en la conditionnant, NDLR). Versée par l'Etat, elle permet pourtant de maintenir la sécurité sociale en équilibre. Sous mon gouvernement, il s'agissait d'un point majeur. Ici, ils laissent les choses aller pour pouvoir dire : *"Il y a du déficit dans la sécu, nous allons devoir prendre des mesures supplémentaires"*.

Autre exemple : le recul de l'âge de la pension, justifié en disant que les pensions seront impayables. Mais ce qu'on ne dit pas, c'est que, si le surcoût des pensions est évalué à 60 milliards € d'ici 2060, le PIB – la richesse du pays –, devrait augmenter de 430 milliards.

Je pense encore aux économies dans les soins de santé – 900 millions € lors du dernier conclave – et qui risquent de faire évoluer notre système, l'un des plus performants au monde, vers un système anglo-saxon, sans sécurité sociale, avec une médecine privée où une opération du genou coûtera 25 000 €. C'est mettre en danger notre civilisation et notre pays.

### Mais sous votre gouvernement, il y a aussi eu des coupes dans la sécu...

On a dû faire des efforts oui. Mais quand on a fait ces économies, on n'a pas touché à la chair mais au confort de la sécurité sociale. Nous avons réduit à la marge sans toucher le cœur du réacteur, c'est toute la différence. Tout n'était pas parfait mais il y avait une volonté de préserver la sécurité sociale.

### Vous évaluez à combien les économies réalisées sous votre gouvernement ?

Si nous avons fait en tout 22 milliards d'économies, cela faisait quelque chose comme 1 milliard dans la sécu, mais pas au-delà.

### Dans votre bilan, vous notiez tout de même 7 milliards d'économies dans les soins de santé...

C'est de l'argent qui n'a pas été dépensé plutôt. On a touché à rien. En fait, il y a eu très peu d'initiatives nouvelles.

### Ce que vous voulez dire, c'est que vous, vous n'avez pas dépensé alors que ce gouvernement-ci fait des économies ?

Oui, en schématisant. Dans tous les départements on a essayé de réduire les dépenses additionnelles qui eurent été un confort si on avait pu compter dessus mais il fallait être sérieux avec le budget.

### Cette « attaque » de la sécu que vous dénoncez est-elle idéologique ?

Tout à fait. Pour les libéraux, la sécurité sociale est une charge et il faut la réduire. Mais dans ce gouvernement, les libéraux sont aussi les suiveurs de Bart De Wever.

### La N-VA est à la manœuvre ?

La sécurité sociale, c'est ce qui tient le pays ensemble. Or, il y a une grande solidarité des Flamands envers les Wallons. Les Wallons utilisent 33 % de la sécurité sociale. En revanche, comme il n'y a pas assez d'entreprises, ils ne cotisent que pour 26 %. La différence est de 6 milliards € par an. 6 milliards de solidarité du nord vers le sud. Et comme la N-VA veut tendre vers un éclatement du pays, elle fait tout pour attaquer la sécu, le ciment du pays. Donc plus le gouvernement s'attaque à la

sécu, plus vite Bart De Wever atteindra son objectif.

#### Et le rôle de Maggie De Block alors ?

Elle est coincée par la N-VA. Elle est dans une situation où les économies imposées sans elle sont énormes. Son poids dans le gouvernement s'est considérablement réduit. Sa position est fragilisée et elle est très contestée par

les professionnels. Après, elle est ultralibérale et cela ne la gênerait pas qu'une grande partie des soins de santé soit privée.

#### Ne pas toucher à la sécurité sociale ok. Mais où trouver l'argent ?

Les 10 % les plus aisés et les 1 % les plus riches paient quasiment moins d'impôts que le reste. On pourrait les faire contribuer

d'avantage. La lutte contre la fraude fiscale doit rester importante. Ce sont 7 milliards d'économies sous mon gouvernement. On devrait pouvoir taxer les plus-values d'actions aussi.

Et faire contribuer un minimum les entreprises à l'essor du pays n'est quand même pas un scandale. ■

## MR « La fracture n'est pas irréversible »

Le PS, s'il revient au pouvoir aura besoin du MR. Mais quelles sont les relations des socialistes avec les libéraux actuellement ?

« Nous sommes opposés sur le plan de la philosophie politique. Mais j'attache un grand prix à ce que les relations entre les personnes soient les plus optimales possibles. Je discute souvent avec Olivier Chastel. Nous sommes tenus de travailler ensemble

sur certains dossiers régionaux qui requièrent une majorité des deux tiers. Avec Charles Michel aussi, nous travaillons, après une période un peu froide. La fracture idéologique

n'est pas irréversible. Ici, elle est amplifiée par la N-VA qui aspire les libéraux francophones. Le MR a une tendance droite. Mais quand ils sont avec nous, il y a un dialogue et on

trouve des compromis raisonnables ». Dans le cadre d'une tripartite, Di Rupo aura aussi besoin du cdH... qui est à la ramasse actuellement. Ce qui ne l'inquiète pas.

« Je ne vendrai jamais la peau de l'ours. Je me méfie comme de la peste d'une analyse sur base de sondages. Il ne faut pas sous-estimer les acteurs. Le cdH a des ressources ». ■ M. Dum.

## OPPOSITION ET PTB

### « On sort d'une période très difficile »

Un peu plus de deux ans désormais que le PS a été catapulté dans l'opposition au fédéral. Ce fut dur mais le parti est à un tournant, dit Elio Di Rupo : « Nous sentons aujourd'hui la différence avec ce qui fut une période très difficile, parce qu'on quittait le pouvoir, la fonction de Premier ministre. Pas à titre personnel : je savais, quand j'ai pris les clés du 16, qu'il fallait les rendre. Mais avec le "Chantier des idées" et le CETA, qui fut un dossier emblématique, nous sentons que les choses changent. Nous sommes arrivés à ma-

turation dans l'opposition ».

Elio Di Rupo explique avoir transformé cette période « où il était compliqué de se faire entendre » en opportunité. Un temps de réflexion « pour savoir comment se positionner par rapport à

la société qui évolue ». Réfléchir à repositionner le PS plus à gauche ? Face aux critiques de certains, au PTB qui monte, et à la perspective des élections ? « Je veux être

clair à ce sujet : le PS est une gauche mais une gauche responsable. Nous sommes capables de nous indigner mais nous ne nous contentons pas de dire "c'est scandaleux". Nous sommes constructifs. C'est ça qui fait notre différence avec le PTB. » Le PTB en qui Elio Di Rupo ne voit pas un « partenaire disponible » : « Ils sont sur l'échiquier et nous les respectons. Mais eux-mêmes ne sont pas dans un état d'esprit où ils pourraient prendre des responsabilités. » ■ Ca.f.

## MAGNETTE ET PRÉSIDENTE

### « La question ne se pose pas »

**P**aul Magnette a réussi, en 3 petites semaines, à repositionner le PS plus à gauche. Mais surtout à « réconcilier le peuple de gauche » (du moins en partie) grâce à son combat contre le CETA. N'était-ce pas le bon moment, vu son assise et sa légitimité actuelles, pour le propulser à la présidence du PS dans la perspective des élections ?

« C'est une question légitime » admet Elio Di Rupo. Mais qui, selon lui, ne se pose pas. « D'abord, je me réjouis de ne pas m'être trompé. C'est moi qui suis allé le chercher pour lui demander

*de faire de la politique. C'est vrai qu'il a très bien rempli sa tâche dans le cadre du dossier CETA. Mais aujourd'hui le PS est en équilibre. Chacun a un rôle à jouer. J'ai le rôle du parti, Paul*

*celui du gouvernement wallon, et Laurette celui du chef de file de l'opposition au parlement. On travaille ensemble. Et ces questions-là ne se posent pas. Elles se poseront après 2019. Le PS est en train de faire un boulot énorme au niveau des idées à mettre en œuvre dans ce monde qui ne cesse de changer. Et je fais ce boulot-là. On verra après les élections ce qu'il y a lieu de faire. » ■ M. Dum.*

## 7<sup>E</sup> RÉFORME DE L'ÉTAT

### « Ce n'est pas une demande du PS »

**Q**uand on interroge Elio Di Rupo sur une possible 7<sup>e</sup> réforme de l'État en 2019, le président du PS est clair : « Le parti socialiste n'est pas demandeur. Je pense que la 6<sup>e</sup> réforme de l'État fut déjà énorme. J'y ai travaillé non seulement pendant les 541 jours de crise mais aussi durant presque 3 ans de gouvernement, avec 8 partis ».

Elio Di Rupo reconnaît qu'il y a eu une période, dans les années 70-80, où les socialistes poussaient à des évolutions institutionnelles importantes. Mais les temps ont changé, dit-il. « On ne sait pas de quoi demain sera fait mais ce n'est pas

*nous qui allons mettre sur la table telle ou telle proposition pour aller vers une 7<sup>e</sup> réforme de l'État. »*

D'ailleurs, Elio Di Rupo conseille d'être vigilant : « L'État fédéral est déjà assez réduit, les

*marges de manœuvre s'amenuisent. Il ne restera que la sécurité sociale. Et je le répète, si on touche au ciment du pays, il n'y a plus de pays. »*

De là à penser qu'une 7<sup>e</sup> réforme de l'État implique automatiquement que l'on touche à la sécu ? « Non mais tout dépendra de qui gagnera les élections. Imaginons un triomphe de la N-VA, il faudra s'attendre à des choses difficiles. » ■ **Ca.F.**

# Le CD&V, pivot pour 2019

**Le PS veut clairement revenir au pouvoir au fédéral en 2019.** Pour Di Rupo, le positionnement du CD&V sera crucial.

● **Martial DUMONT**

**T**axe des riches, plus grande contribution des entreprises, lutte contre la fraude fiscale : les recettes du PS pour éviter de toucher à la sécu, on les connaît. Seulement pour ça, il lui faut au moins à nouveau faire partie du gouvernement fédéral en 2019.

Et sur ce coup-là, Di Rupo le sait, il devra convaincre le MR. Qui aujourd'hui se satisfait largement du gouvernement de droite dans lequel il est « aspiré » par la N-VA (lire par ailleurs). On peut se demander dès lors si le PS ne risque pas de se retrouver dans la même position que les libéraux à la Région wallonne : dans l'opposition pour plusieurs législatures. Di Rupo ne craint pas ce scénario, cela dit.

« C'est clair que pour changer les choses, les socialistes doivent être au gouvernement. Tout dépendra du résultat des élections, dit-il. S'ils sont bons, on ne pourra pas se passer de nous aussi facilement qu'on le pense. Quant à la participation du MR en Région wallonne, elle n'a pas été possible pour diverses raisons. Mais j'ai toujours dit que j'étais à la base favorable à une tripartite. Il n'y a jamais eu d'exclusion, en tout cas certainement pas chez moi. Pour

2019, on verra. Regardez ce qu'il s'est passé avec le Brexit ou aux États-Unis. »

Mais, la participation du PS au pouvoir dépendra aussi et surtout de sa faculté à convaincre le CD&V de ne plus se laisser tenter par un nouveau gouvernement ancré bien à droite. Les chrétiens-démocrates flamands seront sans doute le pivot des prochaines élections. Et ce en dépit du score de la N-VA.

Dans cette optique, l'arrivée de Kris Peeters sur Anvers, fief de De Wever, pour les prochaines communales, est plus qu'un simple fait politique local.

« Il faudra voir comment le CD&V se positionne pour le futur. L'arrivée de Peeters à Anvers ? Si j'étais un optimiste je vous dirais que, oui, c'est de nature à influencer les élections fédérales. Mais c'est trop tôt pour le dire vraiment. Une chose est certaine : le CD&V est dans une attitude de ne pas se laisser faire. C'est ça qu'il faut retenir. L'enjeu sera de voir si Kris Peeters est capable de grappiller des voix à la N-VA qui lui permettra de mettre en place une autre coalition que la coalition actuelle. Si ça se produisait, ce serait un élément extrêmement important dans la perspective de 2019 ». ■